



Détection des OGM : vers une perte de compétence du service public?

St Cyr l'Ecole, le 26 avril 2006.

La CGT-INRA est très étonnée d'apprendre qu'un laboratoire* dépendant du service de protection des végétaux (Ministère de l'Agriculture) de la région Centre risque de fermer ou du moins d'être transféré sur le « fameux » pôle végétal « mondial » de compétitivité à ANGERS dont on nous rebat les oreilles. Ainsi, une part de son activité pourrait être confiée à des laboratoires privés : la confusion des intérêts publics et privés n'est-elle pas l'un des objectifs affichés des opérations « pôles » ?

La CGT-INRA s'oppose à la constitution de ces pôles qui n'ont d'autres fins que de servir des opérations à caractère politique. Ces pôles visent (de façon masquée) à dépecer soit les instituts nationaux de recherche, soit les universités, privatisant encore un peu plus la recherche publique, l'instrumentalisant encore davantage à des fins commerciales, écartant encore un peu plus le service public de ses missions principales : au service de tous et non au service de certains...

Ce laboratoire de protection végétale a pour fonction (entre autres) de détecter les OGM dans les importations de semences. D'après les informations officielles, en 2004 sur les échantillons analysés par ce laboratoire, la présence d'OGM a été détectée dans 35 % des cas pour le maïs et 21 % pour le soja (voir le point 4.6 du rapport d'activité 2004 du ministère de l'Agriculture, sur son site www.agriculture.gouv.fr).

Et c'est ce laboratoire précisément qu'on voudrait fermer, ou *de facto* rendre inopérant ? Comme c'est curieux, à l'heure où l'on brandit pour un oui pour un non le principe de précaution...

Cela gênerait-il que l'Etat contrôle la présence d'OGM dans les semences ? Et si oui, qui cela gêne-t-il ?

L'INRA, pour sa part, a toujours prétendu faire des essais pour vérifier l'innocuité, les qualités, les avantages, les inconvénients etc. des organismes végétaux génétiquement modifiés. Nous espérons donc que notre Présidente et Directrice Générale, en sa qualité d'ancienne responsable de la Direction Générale de l'Alimentation (dont dépend, *in fine*, le laboratoire concerné) comme en tant que Directrice Générale de l'INRA, responsable des programmes de recherches concernant les OGM, interviendra auprès d'une de nos tutelles, le Ministère de l'Agriculture, pour que ce laboratoire reste en vie et là où il est.

À tout le moins qu'elle nous dise ce qu'il en est de cette opération de « vitrine végétale » sur Angers dont l'INRA est un acteur clé !

Faute de quoi, comme d'autres, nous pourrions considérer que le développement durable dans notre Institut, n'est qu'un prétexte au goût du jour pour relooker l'INRA. La CGT-INRA pour sa part trouve inacceptable que ce laboratoire public ferme ou que son déménagement ou sa restructuration mettent en péril le service qu'il rend au pays !

La CGT-INRA rappelle** son opposition à la levée du moratoire sur l'introduction d'OGM dans les cultures, décidée par les autorités européennes, celle-ci étant guidée par la seule course au profit alors que l'évaluation des risques liés à leur dissémination n'en est qu'au stade de la recherche. (** Cf. notre communiqué : <http://www.inra.cgt.fr/actualites/tracts/OGM-sept04.pdf>)

* Il s'agit du laboratoire de protection des végétaux de Fleury-les-Aubrais (Loiret) qui est une des unités du Service de la Protection des Végétaux de la Région Centre.